

## Thème n°14 sur 17

## Conditions d'engagement de la responsabilité

► **Question** : Quelles sont les conditions générales auxquelles est subordonné l'engagement de la responsabilité de l'administration ?

► **Réponse** : En principe, pour que l'on puisse engager valablement la responsabilité de l'administration, **trois conditions** doivent être cumulativement réunies.

\*

➡ Attention. Deux précisions d'importance.

### Première précision.

Il vous faudra exposer ces trois conditions, chaque fois que vous répondrez à une question de **cas pratique** ayant trait à la responsabilité de l'administration.

### Deuxième précision.

Les deux premières conditions ont un contenu qui varie avec le système de responsabilité retenu.

\*

**Voici donc les trois conditions cumulatives** auxquelles est subordonné l'engagement de la responsabilité de l'administration.

① **Première condition d'engagement de la responsabilité de l'administration.**  
**L'existence d'un préjudice ou d'un dommage.** (les deux termes sont en pratique équivalents)

Dans tous les systèmes de responsabilité (administrative), le juge exige que le préjudice soit « direct », « certain » et « réparable ».

**Préjudice « direct ».** Signification : Le préjudice doit être la suite directe du fait imputé à l'administration.

**Préjudice « certain ».** Signification : Le préjudice doit être soit déjà réalisé, soit inévitable, par opposition à un préjudice purement hypothétique ou éventuel, qui ne saurait donner lieu à réparation.

Toutefois, l'exigence que le préjudice soit certain n'empêche que soit jugée réparable **la perte d'une chance sérieuse**.

**Exemple** : La perte d'une « chance » sérieuse de bénéficier d'une nomination dans la fonction publique.

De même, dès lors qu'il est certain, donc inévitable, **un préjudice futur** (un préjudice qui n'est pas actuel) peut être indemnisé.

Enfin, si l'action en responsabilité se situe sur le terrain de la responsabilité sans faute, fondée sur la rupture de l'égalité devant les charges publiques, le juge exige en plus que le préjudice soit « grave » et « spécial ».

S'agissant de sa nature, le préjudice peut être **matériel, corporel, ou moral**.

\*

## ② Deuxième condition d'engagement de la responsabilité de l'administration :

**Un fait de l'administration**, qui peut être une « action », ou une « omission ».

Il existe deux grands systèmes de responsabilité :

- La responsabilité pour faute et
- la responsabilité sans faute.

Si l'action en responsabilité se situe sur le terrain de la **responsabilité pour faute**, le juge exige que le fait de l'administration soit une **faute** pour que la responsabilité de l'administration puisse être admise.

Si, en revanche, l'action en responsabilité se situe sur le terrain de la **responsabilité sans faute**, le juge n'exige pas que le fait de l'administration soit une faute pour que la responsabilité de l'administration puisse être admise. Autrement dit, dans cette hypothèse, **il importe peu que le fait de l'administration soit ou non une faute**.

Bien entendu, la victime ne décide pas librement du terrain où doit se situer son action en responsabilité.

En effet, juridiquement, certains dommages relèvent de la responsabilité pour faute, d'autres, de la responsabilité sans faute.

Comment les distinguer ?

En prenant connaissance de la jurisprudence, et donc de la suite de ce cours.

\*

## ③ Troisième et dernière condition d'engagement de la responsabilité de l'administration :

**Un lien de causalité direct entre le fait de l'administration et le préjudice** (ou le dommage).

Autrement dit, le fait de l'administration, un fait qui n'est pas forcément une faute, doit avoir été la cause directe du dommage.

\*

► S'agissant du thème « Les conditions générales d'engagement de la responsabilité », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de l'examen.**

\*\*\*/\*\*

*A. Coulibaly*

► **Version :**

***mardi 25 février 2025***